

# EN ROUTE POUR LE SUD 66

LE JOURNAL DE SUD ÉDUCATION DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

## LA TRADITIONNELLE MONTÉE EN IMPUISSANCE DE LA RENTRÉE SOCIALE

*Francis Maury*

La traditionnelle « rentrée sociale » s'est focalisée sur le combat contre le projet de réforme des retraites dont tous les acteurs connaissaient les termes et pourtant... le mythe d'une nécessité absolue d'intersyndicale large préalable à toute victoire emmène régulièrement les luttes sociales à se désagréger lentement, même soutenue par une forte majorité de la population, comme ce fut le cas à l'automne 2010. Depuis le début du conflit (début 2010) l'Union Syndicale Solidaires et la fédération des syndicats SUD Éducation en particulier, n'ont cessé de rappeler la nécessité de construction rapide d'une grève générale reconductible, seul moyen de faire éventuellement plier ce gouvernement autiste.

Le mouvement s'est traduit par des

initiatives exemplaires de la part des travailleurs et travailleuses mobilisé-e-s, syndiqué-e-s ou pas. Initiatives sur lesquelles il aurait fallu, toutes et tous, plus et mieux s'appuyer : appels unitaires de syndicalistes à construire à la base la grève générale, reconductions de la grève, blocages de dépôts de carburants et actions directes de masse, assemblées générales interprofessionnelles organisant la lutte comme au Havre...

Localement, les tentatives de « création » d'une réelle Assemblée Générale Interprofessionnelle représentative des salarié-e-s en lutte se sont heurtées aux fonctionnements hégémoniques d'une centrale syndicale... La triste absence de militant-e-s de certaines autres organisations syndicales sur les actions qui ont ponctué

### Sommaire

Édito : La traditionnelle montée en impuissance de la rentrée sociale ..... 1-3  
Collectif « Stagiaire impossible » ..... 3  
Hiérarchie ..... 3  
Plan social Chatel dans l'Éducation nationale ..... 4  
Le seul budget qui explose... celui de l'Élysée ! ..... 5

Pétition nationale pour obtenir un référendum sur la réforme des retraites..... 6  
Livre : *La désobéissance éthique*..... 6  
L'Irlande, icône de l'ultralibéralisme... va bien !..... 7  
Assemblée Générale de lutte dans l'Enseignement supérieur et la Recherche .... 8

## LUTTES

les quelques semaines de forte mobilisation n'est que le revers de la médaille d'une entente intersyndicale basée sur le seul principe du maintien de l'image de l'unité : stratégie de communication autodestructrice, incantations répétées des résultats de sondages d'opinion, auto-persuasion de communiqués nationaux insipides et sans aucune perspectives de victoire.

La stratégie unitaire nationale de cantonnement aux journées-saute mouton et de refus de soutenir franchement les reconductions et les actions radicales des grévistes, cette stratégie imposée par un « deal » permanent entre les directions nationales CGT et CFDT n'est pas parvenue à faire plier le gouvernement ; elle n'aboutit à d'autres résultats que d'amputer les salarié-e-s de leur pouvoir d'action et du libre-arbitre dans le choix des moyens appropriés à la victoire de leurs revendications professionnelles et sociales.

La stratégie de maintien des grèves carrées dont le rythme s'emballé sous la pression d'une base en « reconductible » reste le meilleur garant de la défaite du mouvement social ; ainsi, on fait semblant de radicaliser un mouvement qui ne peut que ralentir, la minorité en grève reconductible attendant d'être rejointe par une base que peu d'organisations syndicales se donnent réellement les moyens d'élargir ; ceci par le ralentissement du travail de terrain (tractages, conférences de presse, forums d'information, rassemblements devant des entreprises, etc.), et par le maintien de la "maîtrise" des actions locales répétitives qui, bien qu'économiquement "sensibles", sont peu susceptibles de convaincre d'autres salarié-e-s de rejoindre le mouvement ; l'exemple du refus répété de la presque totalité des organisations syndicales départementales des Pyrénées Orientales d'envisager une action concertée avec l'Aude et l'Hérault sur le site de redistribution de carburant de Port-La-Nouvelle n'en est qu'une

illustration criante.

La perspective d'autogestion des luttes par les principaux-aes concerné-e-s, les salarié-e-s, précaires, chômeurs, étudiant-e-s, lycéen-e-s et autres a cependant, et il faut s'en féliciter, progressé ; l'implication de toutes et tous dans les luttes nécessaires au maintien de notre dignité de citoyen-e-s et de salarié-e-s reprend petit à petit l'importance ; des décennies de pratiques syndicales co-gestionnaires qui, sous couvert de responsabilité, consistent à négocier en permanence avec des pouvoirs politiques sans cesse plus réactionnaires, liberticides et ultra-libéraux ont laissé des traces ; il est temps que les travailleurs-ses se réapproprient, au-delà des rendez-vous électoraux aux perspectives peu progressistes, le sens de l'action collective et

de la solidarité. La mondialisation des rapports de force économiques ne doit pas faire oublier aux « employé-e-s » du monde du travail que sans eux, sans elles, l'Économie n'est RIEN.

Certaines analyses présentent même les organisations syndicales dites représentatives comme d'excellentes forces de maintien de paix sociale, canalisatrices de l'expression de la colère populaire ; les nombreuses luttes perdues de ces dernières années dans tous les secteurs professionnels, la perte incessante d'acquis sociaux et la stratégie défensive des classes laborieuses et exploitées semblent bien leur donner raison. N'oublions pas, cependant, que le creusement des inégalités, le développement croissant de la misère et l'acceptation de la notion de survie qui caractérise le travail précaire sont, et seront toujours, le creuset de justes révoltes populaires.

Car à force de fermer des entreprises tout en annonçant des bénéfiques records dans les banques, à force de légitimer des bonus, parachutes, primes... mirifiques et indécentement individuels au détriment de bon usage du bien

## LUTTES

commun et public, à force de dire qu'il n'y a plus de sous dans les caisses publiques tout en accordant des aides pharaoniques à des entreprises privées sur l'argent des contribuables, à force de voter des lois injustes pour la grande majorité tout en s'excluant de ces mêmes lois (allez consulter la retraite d'un simple député suite à deux législatures), à force de voir les grands groupes délocaliser proportionnellement à l'augmentation de leurs bénéficiaires, à force... de tirer sur la corde... on tirera tant le diable par la queue... qu'il se retournera pour mordre !

Il faut maintenant prendre acte que nombreux seront les salariés (et particulièrement les salariées) à partir en retraite avec des pensions de plus en plus misérables... et travaillerons PLUS et PLUS longtemps pour gagner MOINS et MOINS longtemps. Cela doit être ça le PROGRÈS, puisqu'on nous le dit ; à SUD Éducation, on en doute fort et nous continuerons de contester cette vision et organisation du monde par tous les moyens dont décideront de se doter démocratiquement les acteurs des prochaines et inévitables luttes sociales. ■

## STAGIAIRES



Nous sommes un groupe de stagiaires de l'Éducation Nationale, tous degrés, toutes catégories et toutes filières confondus. Chaque jour plus nombreux à mesure que les rassemblements locaux se multiplient, nous souhaitons porter nos revendications avec l'appui de tous les syndicats mais sous le contrôle d'aucun.

### STAGIAIRES EN GALÈRE, STAGIAIRES EN COLÈRE !

Le collectif Stagiaire Impossible et l'intersyndicale des collègues et des lycées de la Région Parisienne (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, SN-FO-LC Paris-Créteil-Versailles, CGT Educ'action, SGEN, SE-UNSA Créteil, SNETAA-FO Créteil, SUD Education, CNT Education) appellent tous les collègues d'Île-de-France à manifester devant le Ministère de l'Éducation Nationale.

Une coordination nationale sera mise en place le 11 décembre.

Les stagiaires vivent des situations intenable,

certains se mettent en arrêt maladie ou démissionnent. Leurs conditions d'exercice doivent changer le plus rapidement possible. Nous exigeons des mesures d'urgence pour permettre aux actuels stagiaires de réussir leur entrée dans le métier :

#### - FORMATION

Une formation renforcée sur le temps de service assurée par des formateurs pour tous les stagiaires, un dispositif particulier pour soutenir ceux qui sont en difficulté.

#### - ALLÈGÈMENT DE SERVICE

Pas plus d'un tiers de service devant les classes.

#### - FORMATION

Harmonisation des procédures de titularisation dans toutes les académies, garantissant la transparence, l'équité et les droits des stagiaires : pluralité d'avis, respect des qualifications et des statuts de chaque corps et contrôle des élus du personnel.

#### - CLARIFICATION ET UNIFICATION

Blog : <http://stagiaireimpossible.org>

Mail : [contact@stagiaireimpossible.org](mailto:contact@stagiaireimpossible.org)

### Hiérarchie

*Patrice Bégnana*

Alain Refalo, à qui il était reproché d'avoir transformé les deux heures de soutien hebdomadaire en deux heures de théâtre et surtout de l'avoir fait savoir, bref, d'être un désobéisseur public, a eu comme sanction un abaissement d'échelon. Or, le Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'État (CSFPE) après avoir auditionné notre collègue le 14 octobre dernier, avait jugé la sanction disproportionnée et

préconisé un simple blâme. L'inspecteur d'académie de Toulouse, après un peu plus d'un mois de réflexion, a maintenu la sanction initiale a-t-on pu apprendre par la presse.

Sud éducation propose la suppression pure et simple des fonctions hiérarchiques dont font partie les inspecteurs. Cet inspecteur d'académie nous montre si besoin en était à quel point l'esprit hiérarchique est servile et contraire à notre volonté d'émanciper par l'éducation. ■

### **PLAN SOCIAL CHATEL DANS L'ÉDUCATION NATIONALE**

*Michel Benkemoun (merci à Sud Éducation 12)*

*Luc Châtel a chargé les inspecteurs d'académie et les recteurs de « dégager des gisements d'emploi possibles », c'est-à-dire de lui trouver des milliers de postes à supprimer. Le détail de ces recommandations ministérielles est effrayant !*

Avec 16 000 suppressions de postes annoncées pour la rentrée prochaine alors que 60 000 élèves sont attendus dans le seul second degré, l'Education nationale qui a perdu plus de 50 000 postes depuis l'élection de Sarkozy doit encore en sacrifier 32 000 dans les deux années à venir ! Comment ?

**1° En modifiant les seuils d'ouverture et de fermeture de classes** donc, en augmentant le nombre moyen d'élèves par classe. Par la fermeture d'écoles et par des regroupements, l'augmentation moyenne est aussi envisagée. Pour les communes ayant plusieurs écoles, le calcul par commune est préconisé (quelle école subira la fermeture, à quel prix ?). Disparition des ZEP (effectifs réduits). Et au bout de cette logique resurgit le spectre des EPEP (Établissements Primaires d'Enseignement Public), gérés par les collectivités territoriales ! Le pédagogique perd tout pouvoir... au profit comptable de la rigueur !

**2° En organisant la formation continue** en dehors du temps scolaire. La formation continue est devenue inexistante. Les postes de Brigades de Formation Continue (BFC) vont disparaître ! Nous avons droit à une semaine de formation par an sur le temps de travail mais l'offre n'existant plus... La destruction de la formation initiale (Masterisation) a détruit les dernières offres existantes.

**3° En ayant recours à des intérimaires** pour assurer les remplacements. Contrats précaires sans formation, sans développement de carrière.

**4° En « diminuant » le taux de scolarisation des enfants de deux ans.** Le ministère va jusqu'à affirmer qu'elle « ne constitue pas un avantage évident (...) par rapport à d'autres modes de

gardes alternatifs ». La scolarisation à deux ans est donc considérée comme un « mode de garde » auquel il faudrait « trouver une alternative »...

**5° En sédentarisant les enseignants « hors la classe »** ce qui se traduit :

- par la suppression des maîtres G, des maîtres E et la mise en extinction des psychologues scolaires. En supprimant progressivement les titulaires remplaçants.

- en détruisant le tissu associatif partenaire de l'école et en rapatriant les « mis à disposition » de l'USEP, la FOL, l'OCCE, le CASNAV, ...

**6° En mettant en place la possibilité de licencier les fonctionnaires.** Exceptionnellement... au début !

Même les inspecteurs d'Académie s'en émeuvent dans un communiqué de presse, « On ne peut réduire les réformes au seul objectif de la réduction de la dette de l'État... Aujourd'hui dans l'Éducation nationale l'élève ne semble plus être au centre du système. »

Un communiqué de presse c'est bien, mais qu'ils fassent la grève des retenues pour fait de grève et on se chargera du reste ! Et si on relevait la tête...

C'est pourtant l'École de la République, l'École de l'Égalité des chances, Notre École qui est mise en morceaux, dépecée, vendue, détruite. Les morceaux les plus rentables sont « externalisés » vers le privé (soutien, psycho, orientation, ...), le privé qui triera les morceaux en décomposition. Une vraie école à deux vitesses, enfin !

Nous n'avons pas le droit de laisser faire cela ! ■

### LE SEUL BUDGET QUI EXPLOSE... CELUI DE L'ÉLYSÉE !

Francis Maury

Depuis trois ans, la présidence de la République s'est dotée d'un budget consolidé soumis au contrôle de la Cour des Comptes. Ça c'est le côté médiatique, régulièrement mis en avant dès que, dans un juste souci d'équité, des critiques fusent sur le peu de souci d'économie.

La vérité se situe ailleurs, bien qu'elle soit difficile à préciser ; le rapporteur spécial du budget évoque un retour aux pratiques antérieures d'externalisation des dépenses. Ainsi, faire payer par les ministères des dépenses qui incombent à l'Élysée revient à occulter le montant réel du budget de la Présidence. Quelques exemples de dépenses externalisées en 2010 : les sondages (comme le démontre sans ambiguïté la Cour des comptes), les dépenses d'entretien de mobilier, à hauteur de 950 000 euros supportées par le Ministère de la culture, les 6 millions annuels de gros travaux pris en charge par le Premier ministre, etc.

Au total, l'ensemble de ces dépenses externalisées et qui n'apparaissent pas au grand jour s'élèvent à environ 50 millions d'euros alors que le budget actuel est de 113 millions. C'est donc 1/3 des dépenses élyséennes qui sont dissimulées à la représentation nationale. Certes, il faut bien compenser le grand train de vie des « collaborateurs » proches de notre hyper-président ; ceux-ci ont d'ailleurs du difficilement vivre le ralentissement des hausses de leurs rémunérations en 2010 (+50% entre 2008 et 2009).

Cette transparence voulue et revendiquée par le Président ne fait qu'accentuer le caractère « trompe l'œil » que revêt toute son action

politique. Il est plus fondamental pour l'image du Président d'apparaître en responsable soucieux des deniers publics que de l'être vraiment. Faire pour pouvoir dire qu'on fait en faisant le moins possible, et souvent dire qu'on fait sans rien faire et même pour mieux défaire. Le paraître est de mise, le mensonge et l'hypocrisie sont les armes de destruction massive de la répartition républicaine des richesses ; leur usage quotidien et répété finit par en donner la nausée.

Dans un autre registre, l'analyse des budgets



des « Autorités Administratives Indépendantes » laisse dubitatif ; ces instances, de plus en plus souvent assimilées à des instances de placement d'amis politiques refusant de pointer à Pôle Emploi, sont de plus en plus nombreuses<sup>(1)</sup> et coûtent de plus en plus cher ; par

contre, celles qui « gênent » le pouvoir en place voient leurs budgets se restreindre comme peau de chagrin... Exemple, la HALDE : « Pour minimiser les coûts, l'institution devrait être placée sous la direction du Défenseur des droits, dont la mise en place est prévue pour début 2011 par la révision constitutionnelle de juillet 2008. Cette instance chargée de veiller au respect des droits et des libertés regroupera – en plus de la HALDE – le Médiateur de la République, le Défenseur des enfants et la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS). La crainte de voir les activités de la HALDE diluées parmi tant d'autres est réelle et des milliers de plaintes risquent bien de passer à la trappe. » ■

(1) Liste :

[http://www.legifrance.gouv.fr/html/sites/sites\\_autorites.htm](http://www.legifrance.gouv.fr/html/sites/sites_autorites.htm)

## RÉFORME DES RETRAITES

### PÉTITION NATIONALE POUR OBTENIR UN RÉFÉRENDUM SUR LA RÉFORME DES RETRAITES

#### Objectif 500 000 !

La pétition initiée par *Politis* en faveur des retraites continue de connaître un très vif succès.

**Nous en sommes à 300 000 !** La pétition initiée par *Politis* pour exiger un référendum sur les retraites continue son bonhomme de chemin. Et ce chemin ressemble de plus en plus à un boulevard. Nous avons décidé, avec l'ensemble des forces politiques et syndicales qui y sont associées, d'inscrire cette campagne dans la durée. Et pourquoi pas 500 000 signatures à la fin de l'année ?

Cette pétition doit s'imposer comme un véritable événement politique. D'ici à fin décembre, nous tirerons publiquement, sous une forme qui reste encore à déterminer, un premier bilan. Cet afflux de signatures ne va pas sans nous poser des difficultés techniques (des « difficultés » dont il faut se féliciter). Car nous recevons parallèlement au site de très nombreuses signatures sur papier que nous intégrons

avec beaucoup de retard. Plusieurs bénévoles se sont proposés pour nous aider. Ils ne sont pas de trop. Qu'ils en soient remerciés. Au chapitre « référendum », et tout en précisant de nouveau qu'il s'agit de deux choses distinctes, les Verts devaient ce jeudi provoquer un débat à l'Assemblée sur le référendum d'initiative populaire. Celui-ci, théoriquement rendu possible par la réforme constitutionnelle du 21 juillet 2008, n'a jamais été validé par la loi organique. Or, François Fillon, dans son discours de politique générale, s'est engagé à soumettre cette loi organique au Conseil des ministres « avant la fin de l'année », pour une adoption définitive par le Parlement en 2011.

S'agit-il encore d'un effet d'annonce ? Ou bien, trois ans après, le gouvernement s'apprête-t-il à tenir les promesses de Nicolas Sarkozy ? Rappelons que, selon la procédure prévue, un référendum pourrait être demandé à l'initiative des citoyens à partir de la signature de 10 % des citoyens inscrits sur les listes électorales, et d'un cinquième des parlementaires. ■

<http://www.politis.fr/Objectif-500-000,12339.html>

## LIVRE

### Elisabeth Weissman, *La désobéissance éthique*

Éditions Stock - Avril 2010

Marc Anglaret

Préfacé par Stéphane Hessel, résistant et co-rédacteur de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948, ce livre est composé de 26 chapitres, de A à Z. Ces chapitres alternent entre des exemples précis de cas de désobéissance (Base élèves, la Poste, Pôle emploi, ...) et des analyses plus générales (par exemple l'intéressant chapitre C sur les rapports entre la conscience et le droit), le tout complété par une dizaine d'annexes.

Le premier chapitre est consacré à Alain Refalo, professeur des écoles, le premier « désobéisseurs », auteur en novembre 2008 de la fameuse lettre ouverte à son inspecteur, intitulée « En conscience, je refuse d'obéir », qui est aussi le titre du livre qu'il vient de publier aux Éditions des îlots de résistance.

On lira avec un intérêt le chapitre Q : « Que font les syndicats... ou le grand désarroi des confédérations », dans lequel il apparaît (sans

surprise, diront certains) que Sud Éducation fut le seul syndicat à soutenir clairement et dès le départ les désobéisseurs dans l'Éducation nationale, dont certains étaient adhérents à d'autres syndicats ou non syndiqués. On retrouvera d'ailleurs, dans d'autres chapitres, des preuves concrètes d'un soutien comparable des syndicats de l'Union syndicale Solidaires dans divers secteurs professionnels (énergie, poste, etc.).

Le chapitre T est logiquement consacré à Henry David Thoreau (écrivain américain, 1817-1862), auteur de l'opuscule intitulé *La désobéissance civile* (édition des mille et une nuits), première théorie « moderne » sur ce sujet (encore une saine lecture !).

En des temps où le désespoir syndical peut gagner beaucoup d'entre nous, *La désobéissance éthique* est un livre qui redonne confiance dans notre pouvoir d'agir efficacement sur la société. ■



### L'IRLANDE, ICÔNE DE L'ULTRALIBÉRALISME... VA BIEN !

Francis Maury

*Ce sont les Irlandais qui sont « en solde ! » ou comment privatiser les bénéfices et socialiser les dettes.*

L'Irlande faisait figure, pour les marchés financiers, de bon élève de la zone euro, illustrant le triomphe d'une politique ultralibérale, basée sur des impôts réduits, des excédents budgétaires, ainsi que sur un secteur financier débridé. Après l'éclatement de la bulle de spéculation immobilière, les banques irlandaises se sont rapidement retrouvées au bord de la faillite.

Le gouvernement est alors passé à la caisse, et les excédents budgétaires se sont transformés en gouffre : 32% de déficit en 2010. **Plus dure sera la chute, non pour les banques mais pour le peuple irlandais.** En effet le plan de « sauvetage » lancé par l'Union européenne et le FMI vise avant tout à sauver les banques... étrangères, surtout allemandes, britanniques, françaises, italiennes, qui avaient prêté massivement aux banques irlandaises pour profiter du « miracle irlandais ».

En contrepartie des sommes débloquées pour refinancer le secteur bancaire, le peuple irlandais doit pour la seconde fois remettre le couvert de l'« austérité », de manière encore plus drastique : **au programme, plus de 100 000 suppressions d'emplois publics, des coupes dans les allocations chômage et familiales, ainsi qu'une réduction du salaire minimum.** Des mesures d'autant plus drastiques que le gouvernement refuse d'envisager toute augmentation de la fiscalité sur les bénéfices des sociétés (12,5% contre 33% en France) ; Google, Microsoft et Intel, largement implantés en Irlande, l'avaient d'ailleurs menacé de représailles en cas contraire.

Injuste, cette politique d'austérité est de surcroît absurde, puisqu'elle aggrave la hausse du chômage et assèche la demande intérieure. Ainsi l'agence de notation financière Moody's a-t-elle indiqué qu'elle allait probablement abaisser « de plusieurs crans » la note souveraine de l'Irlande, en raison des incertitudes économiques nourries

par les nouvelles mesures d'austérité... prises pour « rassurer les marchés » ! **Les actionnaires des banques irlandaises et européennes doivent payer le prix de leurs erreurs, pas les salariés et contribuables.** Pour éponger leurs pertes, la BNP, la Société Générale, Deutsche Bank, HSBC... doivent immédiatement geler tout versement de dividendes.

Ainsi fonctionne le libéralisme économique. En ouvrant les marchés à toute concurrence et en libéralisant les taux de rémunérations privés, les fonds d'investissements et les banques de tous pays se ruent sur une économie, spéculent et créent une croissance fautive, car basée sur un endettement privé extravagant. Tout le monde pense en profiter *ad vitam æternam*. Quand la « bulle » éclate, c'est-à-dire que la réalité refait surface, on solde les salarié(e)s, les services publics (parfois aussi en les renommant Services d'Intérêt Généraux), les droits sociaux, enfin tout ce qui construit réellement la « qualité de vie quotidienne » des hommes, femmes et enfants de tous pays, à savoir et entre autres : se nourrir, se loger, se soigner et s'instruire... Finalement, les populations des pays dits « en voie de développement » l'ont compris depuis fort longtemps, le joug de la banque mondiale reflétant parfaitement ce scénario, **la courte période d'aisance économique pour tous en moins** ; ils sont spoliés de leurs richesses en permanence et depuis fort longtemps. Mais les populations du monde dit « développé » ne sont plus de bons moteurs de croissance... elles « coûtent » trop chers car elles sont traditionnellement exigeantes d'un point de vue social ; le libéralisme économique est là pour y remédier... faisons lui confiance, il en arrive à culpabiliser les salarié(e)s de leur longévité pour passer ses réformes antisociales ! ■

*Merci à l'article d'ATTAC France (<http://www.france.attac.org/>) sur lequel est fondée la conclusion de cet article.*

éducation  
**Sud66**

3, impasse San Gil  
66000 PERPIGNAN

tél. : 06.84.89.01.17

e-mail :  
sudeducation.66@laposte.net

site web  
départemental :  
www.sudeducation66.org

Site web  
national :  
www.sudeducation.org

---

**Permanences  
tous les vendredis**

---

**L'Équipe Syndicale  
de SUD Éducation 66 :**

- Francis Maury (déch. 6h)
- Emmanuel Peroy (6h)
- Marc Anglaret (6h)
- Patrice Bégnana
- Michel Benkemoun
- Patrick Billard
- Anne-Julie Borne
- Mikaël Thévenot

**En route pour le Sud 66**

Trimestriel

N°28 - Décembre 2010 /

Janvier / Février 2011

N° de CPPAP : 0913 S 06756

Directeur de publication :  
*Benjamin Garcia*

Journal imprimé par  
SUD Éducation 66  
3, impasse San Gil  
66000 Perpignan

## MOBILISATION - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**AG de lutte de l'enseignement sup' recherche : personnels, étudiants, profs.**  
**Appel issu de l'assemblée générale de l'ENS ouverte à d'autres établissements de la recherche et du supérieur le 22 novembre.**

*À l'appel de l'AG des élèves, étudiants et personnels de l'ENS en lutte, une Assemblée générale ouverte aux autres établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est tenue lundi 22/11. Étaient présents des représentants de réunions de personnels et étudiants de l'ENS de Cachan, de l'Institut Curie (rattaché à Paris VI Jussieu), de l'université Paris-I Tolbiac et de l'IUFM de Paris, le secrétaire de la section CGT des personnels de l'université d'Evry, une syndicaliste CGT de la ville de Paris et quelques étudiants d'autres universités (Paris 3, 4, 8...).*

Nous avons pu constater la **convergence des problèmes rencontrés par les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche**, comme dans le reste de la Fonction publique : explosion de la précarité, dégradation des conditions de travail, bas salaires, déstructuration et privatisation du service public... Nous avons été alertés contre le **projet gouvernemental de légaliser et généraliser la précarité dans la Fonction publique**, notamment par l'extension des CDI en lieu et place de personnels titulaires. Nous avons souligné aussi que la **précarité frappe massivement les étudiants**, condamnés aux petits boulots, au manque et à la cherté des logements, à la dégradation des conditions d'études, notamment à l'augmentation des frais d'inscription.

Les élèves, étudiants et personnels de l'ENS ont indiqué que leur mobilisation contre la précarité, pour l'augmentation des salaires des personnels, pour la facilitation de l'accès au logement et pour l'embauche des effectifs nécessaires s'inscrit dans la continuité de la lutte pour le retrait de la réforme des retraites. Le mouvement continue de se développer en reposant sur la **combinaison des blocages (restaurant, bibliothèque, services de la direction, ménage, atelier, bureaux...)** et de la grève, l'unité des élèves/étudiants et des personnels, l'unité des contractuels et des titulaires, l'auto-organisation de la lutte par des AG souveraines, avec le soutien des syndicats locaux et de leurs élus au CTP. Tout cela fait peur à la direction, qui a fait appel à des vigiles et des flics en civil, fermé administrativement l'Ecole, exercé des pressions sur les personnels mobilisés... même si elle a été obligée aussi de faire quelques premières concessions, pour le moment minimes.

**L'AG a adopté la motion suivante :**

*« Dans le cadre d'un mouvement pour la résorption de la précarité, les personnelLES, élèves, étudiantES, enseignantES et chercheur-ses, travailleur-ses de l'enseignement supérieur et de la recherche, réunis en Assemblée Générale le 22 novembre 2010, réaffirment leur attachement au statut de fonctionnaire et appellent à amplifier la lutte contre l'exploitation dans l'enseignement supérieur et la recherche. Dans ce sens, nous exigeons :*

*l'intégration à la fonction publique des non-titulaires ;*

*la revalorisation du point d'indice et l'augmentation des salaires de 300 euros pour l'ensemble des employés de la fonction publique ;*

*l'ouverture de postes supplémentaires ;*

*le maintien du statut de fonctionnaire.*

*Par ailleurs, l'Assemblée Générale se déclare solidaire des luttes en cours dans les universités européennes contre l'augmentation des frais d'inscription et pour des conditions d'étude décentes.*

*L'Assemblée Générale s'adresse aux fédérations, syndicats nationaux, unions locales, unions départementales et confédérations afin qu'elles soutiennent ces revendications. »*

**L'Assemblée générale propose aux personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche de se mobiliser tous ensemble pour imposer la satisfaction de nos revendications, qui concernent aussi les autres salariés et les étudiants.**

Elle soumet la proposition d'une manifestation la semaine prochaine, qui pourrait passer par les différentes universités parisiennes. Elle appelle à en décider et à se rencontrer lors d'une prochaine **Assemblée générale des personnels du supérieur et de la recherche le 29 novembre à 18h30, ENS (45 rue d'Ulm, Paris V).**